

LE POUVOIR CRAINT NOTRE RÉVOLTE : DONNONS-LUI RAISON !

Jeudi, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats et de matériel militaire en Arabie saoudite, dans le but affiché de sécuriser les terminaux pétroliers menacés par les Houthis qui ont pris le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse du fait de la canicule de cet été.

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la première flambée des prix du pétrole a été une conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la hausse actuelle un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran. Macron veut sécuriser les intérêts des pétroliers français au Moyen-Orient, notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures très simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela voudrait dire toucher aux profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de permettre à ces profits de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires...

Guerre aux plus fragiles

Macron-Lecornu prétendent économiser 54 milliards sur le prochain budget. Mais pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Ces économies, ils vont les chercher en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics. Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir. À la télé, Macron a fini par concéder qu'il pourrait bien baisser les taxes sur l'essence : le spectre de la révolte des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Samedi, plus de 100 000 manifestants ont dénoncé dans tout le pays l'inaction du gouvernement sur le climat après la canicule de cet été. Dimanche, les pompiers se sont rassemblés pour pointer l'indigence des moyens dont ils disposent. Et, ce mardi, les fonctionnaires

manifestent pour les salaires et le pouvoir d'achat, divers appels à les rejoindre ayant été lancés, comme chez les cheminots. Toute la semaine, des lycéens ont bloqué leur lycée pour dénoncer leurs conditions d'étude, refuser la sélection par le fric et ils pourraient bien rejoindre les cortèges de mardi.

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est bien loin : dans quel état serait notre budget à nous au rythme actuel ? Ensuite, c'est un bien mauvais message envoyé à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons : cela laisserait croire que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée de mardi doit être le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement à son service. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre : tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter, sur nos lieux de travail comme dans les rangs des manifestations, des suites de la journée de mardi. Parce qu'il faudra qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

Éditorial du lundi 28 septembre 2026

Ce tract t'a plu ? Laisse-le traîner là où il sera lu...

Il y a urgence

Le prix des carburants devient délirant, l'inflation repart fort... et la direction n'a pas l'air de vouloir entendre la colère qui anime de plus en plus nos discussions. Il est temps que celle-ci explose : imposons de vraies augmentations de salaire

L'EPSM en grève

Les mardi 15 et 29 septembre, le personnel de l'EPSM s'est mis en grève pour dénoncer le manque de moyens et les difficultés des conditions de travail. Chaque jour, c'est environ 10 patients qui restent en attente de prise en charge. Le manque d'effectif pèse sur la santé mentale et physique du personnel. La détermination des collègues à se battre pour pouvoir exercer dignement leur travail est cependant encore là, et si on s'y mettait aussi de notre côté, on aurait plus de poids pour obtenir des ouvertures de lits et du recrutement de personnel !

L'accès à l'IVG toujours entravé en France

Selon le Planning familial, près de trois ans après l'inscription de l'IVG dans la Constitution, l'exercice de ce droit est toujours entravé par la désertification médicale, la casse des services publics et la politique austéritaire.

Ainsi, 75 % des femmes ayant avorté dans un établissement de santé ont attendu plus de sept jours pour obtenir leur rendez-vous, contre 54 % en 2024. Une femme sur deux indique qu'un ou une professionnelle a refusé de l'accompagner pour l'intervention, une femme sur cinq n'a pas eu le sentiment d'avoir pleinement eu le choix de sa méthode d'IVG et près d'une sur quatre ne s'est pas vu proposer d'antidouleurs. Le combat pour le droit effectif à l'IVG continue.

En cas de déficit : payer un audit !

Le Centre hospitalier intercommunal de Meulan-Mureaux voit son service de réanimation, sa chirurgie conventionnelle et son bloc opératoire menacé de fermeture dès 2027. Et ceci dans une ville où le taux de pauvreté élevé ne fait qu'aggraver la précarité de ses habitants. Une fois de plus, le prétexte est un budget déficitaire.

Faut-il souligner que l'administration n'a trouvé rien de mieux pour redresser la situation que de confier un audit à des sociétés privées, et ce à un prix prohibitif ? En outre, depuis quand un hôpital public devrait-il être bénéficiaire ? C'est notre

santé qui est en jeu. De l'argent, il y en a dans les poches des actionnaires enrichis à l'argent public.

Allemagne-France : même combat pour nos conditions de travail

En Allemagne également des mesures d'austérité ciblent les caisses d'assurance maladie : allègement des cotisations pour les entreprises, pression pour travailler davantage, renforcement des mécanismes de marché dans le système de santé, etc.

À l'hôpital La Charité à Berlin (3 000 lits), la direction répercute cette offensive austéritaire, non seulement en résiliant la convention collective en cours plus avantageuse pour le personnel, mais également en cherchant à empêcher la grève via les tribunaux. Les collègues ne céderont pas. Eux cherchent des moyens pour maintenir la pression.

Solidarité avec Majdouline

En 2025, Majdouline, infirmière de Paris, a subi des mois de harcèlement pour lui faire retirer le calot chirurgical qu'elle portait au travail. D'abord mise en cause au nom d'une prétendue atteinte aux règles relatives à la laïcité, l'AP-HP lui a ensuite reproché de ne pas respecter les règles d'hygiène. En janvier 2026, le juge des référés a annulé son licenciement. Au lieu d'obéir, la direction a décidé de la suspendre 8 mois avant même qu'elle puisse reprendre son poste, la privant ainsi de salaire.

Imposer des mesures discriminatoires, ça n'a pas d'autre but qu'affaiblir les travailleurs en les divisant. C'est pourquoi il faut s'y opposer.

Les flics passent nos enfants à tabac

De nombreux lycéens se mobilisent depuis une semaine contre le manque de profs, les classes surchargées et le mépris du gouvernement pour leur éducation. Mais dès lundi, Macron et Nuñez ont répondu par un déluge de matraques et de lacrymo. À Saint-Ouen-L'Aumône, les flics se sont mis à plusieurs pour tabasser un lycéen et lui tirer une grenade lacrymogène dans la mâchoire à bout portant.

Macron l'a dit à la télé, il craint un mouvement social généralisé. Il faut que sa crainte devienne une réalité au plus vite, y compris pour protéger nos gosses de ces tabassages.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📷 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)